



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 04/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOCACIL (ex ECOMIX)

122 route de Mulhouse
68540 Feldkirch

Références : 0006702338_2025_02_26_Locacil_SEchAPMU
Code AIOT : 0006702338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement LOCACIL implanté 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch. L'inspection a été annoncée le 19/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Au cours du contrôle du 03 décembre 2024, il avait été constaté la présence d'un puits exposés à des risques de pollution. En conséquence, une mise en demeure et des mesures d'urgence ont été prescrites à l'exploitant par arrêté du 10 janvier 2025.

L'installation a également fait l'objet de mesures conservatoires prescrites par arrêté du 04 février 2025 compte tenu du constat du stockage de déchets dans les installations en situation irrégulière.

Le contrôle a été réalisé afin de vérifier la mise en œuvre d'actions correctives en réponse aux mesures précitées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOCACIL
- 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch
- Code AIOT : 0006702338
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation valorise des broyats de câbles électriques après séparation physique des différentes catégories de plastiques (PVC, élastomères, polyéthylène) et des métaux.

Référentiel réglementaire

- Arrêté du 10 janvier 2025 portant mise en demeure à la société LOCACIL à Feldkirch et mesures d'urgence pour prévenir la dispersion de déchets plastiques dans un ouvrage de prélèvement des eaux souterraines ;
- Arrêté du 4 février 2025 portant suspension de l'exploitation d'une installation de stockage de déchets de la société LOCACIL (et portant mesures conservatoires).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Mesures conservatoires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection du puits	AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 2	Consignation, Demande d'action corrective	5 jours
2	Évacuation des déchets présentant un risque de chute dans le puits	AP de Mesures d'Urgence du 10/01/2025, article 3.1	Amende, Demande d'action corrective	2 jours
3	Déplacement des déchets entreposés contre l'ouvrage	AP de Mesures d'Urgence du 10/01/2025, article 3.2	Consignation, Demande d'action corrective	10 jours
4	Nettoyage du puits	AP de Mesures d'Urgence du 10/01/2025, article 3.3	Consignation, Demande d'action corrective	15 jours
6	Justificatifs relatifs aux démarches engagées pour la recherche de filière d'évacuation	AP de suspension portant Mesures Conservatoires du 04/02/2025, article 2.2	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de déchets			
8	Moyens incendie (extinction)	AP de suspension portant Mesures Conservatoires du 04/02/2025, article 6	Consignation, Demande d'action corrective	15 jours
9	Confinement des eaux d'extinction	AP de suspension portant Mesures Conservatoires du 04/02/2025, article 6	Consignation, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Suspension des entrées de déchets	AP de Mesures Conservatoires du 04/02/2025, article 4	Sans objet
7	Relevé des stocks	AP de Mesures Conservatoires du 04/02/2025, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le puits, il a été constaté que l'exploitant ne s'est pas conformé à la mise en demeure et aux mesures d'urgence (absence d'une protection conforme aux règles de l'art, absence d'évacuation des déchets dans l'environnement immédiat du puits, absence de nettoyage de l'ouvrage).

Dans ces conditions, une consignation des montants nécessaires à la réalisation des travaux est proposée.

Une amende administrative est également proposée pour l'absence de retrait des déchets présentant un risque de chute dans l'ouvrage.

Concernant les mesures conservatoires, il a été constaté que l'exploitant ne s'est pas conformé à l'ensemble des prescriptions imposées (évaluation des moyens incendie et des besoins en confinement pour les eaux d'extinction).

Il est proposé de consigner la somme nécessaire à la réalisation des évaluations relatives aux moyens incendie et aux capacités de confinement des eaux d'extinction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection du puits

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection du puits
Prescription contrôlée :
Dans un délai de sept jours, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se

conforme aux dispositions suivantes de l'article 18.4 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé : « [...] *L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.* [...] »

Constats :

Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 03 décembre 2024 que le puits n'était pas fermé et que des déchets étaient entreposés contre le puits et partiellement sur le puits.

Il était également précisé dans le rapport du 10 décembre 2024 que *"il appartient à l'exploitant de mettre en place un dispositif de protection interdisant tout risque de déversement de substance polluante dans l'ouvrage. Celui-ci devra être verrouillé.*

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place le dispositif avant le déplacement des déchets présents à proximité de l'ouvrage".

Il a été constaté que l'exploitant a posé un big bag sur l'ouvrage. Ce dispositif est susceptible de s'envoler en cas de vent et il n'est pas verrouillable. Il n'est pas conforme à l'état de l'art.

De plus, la partie supérieure du puits n'a pas été nettoyée convenablement au préalable (voir photos en annexe), ce qui n'interdit pas la chute de déchets dans le puits.

Dans ces conditions, il est proposé de consigner la somme nécessaire à la réalisation des travaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de se conformer à la prescription dans les meilleurs délais et de communiquer les justificatifs à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 jours

N° 2 : Évacuation des déchets présentant un risque de chute dans le puits

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 10/01/2025, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des déchets présentant un risque de chute dans le puits

Prescription contrôlée :

1. Dans un délai de deux jours, à compter de la notification du présent arrêté, les déchets présentant un risque de chute immédiat dans le puits situé au pied du stock est de déchets sont retirés. Toutes les précautions nécessaires sont mises en œuvre par l'exploitant pour qu'aucun déchet ne tombe dans l'ouvrage au cours de ces interventions

Constats :

Il a été constaté que des déchets étaient encore présents sur la partie supérieure du puits et qu'ils présentaient un risque de chute dans le puits (voir photos).

L'exploitant ne s'est pas conformé à la prescription.

Dans ces conditions, il est proposé d'imposer une amende administrative à l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de se conformer à la prescription dans les meilleurs délais et de communiquer les justificatifs à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 jours

N° 3 : Déplacement des déchets entreposés contre l'ouvrage

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 10/01/2025, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déplacement des déchets entreposés contre l'ouvrage
Prescription contrôlée : [...] <p>2. Dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent arrêté, les déchets situés contre l'ouvrage sont déplacés à une distance de l'ouvrage adaptée à la prévention de tout risque de pollution des eaux souterraines. Cette distance est d'au minimum cinq mètres. La distance est matérialisée, afin de permettre son contrôle et une mise en œuvre effective de cette mesure. Cette opération est réalisée après mise en place d'un dispositif de protection sur l'ouvrage tel que prévu à l'article 2 du présent arrêté.</p> [...]
Constats : Il a été constaté que des déchets présents à proximité de l'ouvrage ont été déplacés pour aménager un accès vers le puits. Toutefois, le puits n'a pas été dégagé dans son intégralité et est encore en partie entouré par des déchets présents en quantité importante dans son environnement immédiat (voir photos en annexe). L'exploitant ne s'est pas conformé à la prescription. Il est proposé de consigner le montant nécessaire à la réalisation des travaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de se conformer à la prescription dans les meilleurs délais et de communiquer les justificatifs à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 10 jours

N° 4 : Nettoyage du puits

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 10/01/2025, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage du puits
Prescription contrôlée : 3. Dans un délai de trois semaines, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède au nettoyage de l'ouvrage et au retrait de tous les déchets susceptibles de s'y être déversés. Les eaux et les déchets pompés sont évacués vers une filière adaptée. Après réalisation des travaux, l'exploitant communique une attestation délivrée par l'organisme ayant procédé à l'intervention justifiant de la réalisation du nettoyage de l'ouvrage, des photos justifiant de l'opération réalisée et les éventuels justificatifs d'évacuation des déchets.
Constats : Il a été constaté que le puits n'a pas été nettoyé (voir photo en annexe). L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas des moyens financiers nécessaires. Dans ces conditions, il est proposé de consigner le montant nécessaire à la réalisation de l'intervention nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation, Demande d'action corrective
Proposition de délai : 15 jours

N° 5 : Suspension des entrées de déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 04/02/2025, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Suspension des entrées de déchets
Prescription contrôlée : Toute entrée de déchets dans l'établissement est suspendue à compter de la notification du présent arrêté. L'accueil de nouveaux déchets extérieurs dans le cadre d'activités de transit relevant de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est soumis à accord du préfet [...]
Constats : L'exploitant a indiqué ne plus avoir accepté de déchets dans l'installation depuis juin 2024. Il n'a pas été constaté d'éléments au cours du contrôle laissant à penser que des déchets auraient été acceptés récemment. L'aire d'entreposage des déchets entrants était vide (à l'exception de déchets présents en bordure de l'aire).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Justificatifs relatifs aux démarches engagées pour la recherche de filière d'évacuation des déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 04/02/2025, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Justificatifs relatifs aux démarches engagées pour la recherche de filière
Prescription contrôlée : [...] 2. L'exploitant communique à l'Inspection des installations classées, dans les délais précisés ci-dessous, courant à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de quinze jours : les justificatifs de ses démarches de recherche de filière d'évacuation des déchets stockés depuis plus de trois ans,• [...]
Constats : Au cours du contrôle, l'exploitant a indiqué avoir engagé des démarches avec plusieurs intermédiaires, sans les justifier (voir annexe confidentielle). L'échéance associée à cette prescription (27 février, l'arrêté ayant été notifié le 12 février) a été rappelée au cours du contrôle et il a été demandé à l'exploitant de formaliser les démarches engagées et de les préciser à l'Inspection et au préfet avec les justificatifs. Le 03 mars 2025, l'exploitant a communiqué un courriel présentant un historique des démarches réalisées depuis 2018 dans le cadre de la recherche d'exutoires pour les déchets plastiques présents. Il est accompagné de quelques justificatifs joints sans qu'ils soient référencés dans la synthèse. D'après la synthèse présentée par l'exploitant, des missions de conseil ont été contractualisées sans qu'elles soient concluantes. Le courriel de l'exploitant précise des débouchés potentiels (voir annexe confidentielle), sans que l'avancement des démarches relatives à ces pistes soit clairement précisé. De plus, ces pistes ne sont pas systématiquement associées à des justificatifs. En outre, l'Inspection note que certaines possibilités, telles que l'utilisation en Combustible Solide de Récupération (CSR) n'ont pas été explorées de manière large. Enfin, de manière générale, aucun élément économique n'est précisé dans la synthèse présentée par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de formaliser les démarches engagées et en cours d'étude et de communiquer ces éléments à l'Inspection dans un délai de quinze jours. L'exploitant précisera, pour chacune des voies étudiées, le stade des démarches, les prochaines échéances, les éventuels volumes concernés, les aspects économiques (valeur des déchets ou, le cas échéant, coût du traitement). Il précisera les références associées à ces démarches en y joignant les justificatifs.

Par ailleurs, l'exploitant est invité à se rapprocher des installations de préparation de Combustibles Solides de Récupération (CSR) pour vérifier la possibilité d'utiliser les polyéthylènes basse densité pour ce type d'usage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Relevé des stocks

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 04/02/2025, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Relevé des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant communique à l'Inspection, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, un relevé des stocks de déchets présents sur le site réalisé par un géomètre expert
Constats : Au cours du contrôle, l'exploitant a communiqué les relevés réalisés par un géomètre-expert le 08 août 2024, au format numérique à l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens incendie (extinction)

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 04/02/2025, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie (extinction)
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> moyens incendie L'exploitant évalue les moyens d'extinction nécessaires en cas d'incendie, au regard du stock de matières combustibles présentes dans les installations. Il présente à l'inspection, dans un délai de quinze jours, l'analyse de l'adéquation entre les moyens disponibles dans les installations et les moyens nécessaires. Le cas échéant, il présente les moyens complémentaires à mettre en œuvre. Les moyens complémentaires nécessaires sont mis en œuvre dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir avancé sur le sujet car il ne dispose plus des moyens nécessaires pour financer la réalisation de la prestation par un bureau d'études. Au cours du contrôle, il a été rappelé que l'échéance de la prescription est le 27 février (notification de l'arrêté le 12 février 2024). A la date du 04 mars, les éléments n'ont pas été communiqués à l'Inspection. Dans ces conditions, il est proposé de consigner le montant nécessaires à la réalisation de

l'évaluation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il appartient à l'exploitant de se conformer à la prescription dans les meilleurs délais et de communiquer les justificatifs à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 04/02/2025, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> confinement des eaux d'extinction <p>L'exploitant évalue les moyens nécessaires au confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie. Il présente à l'inspection, dans un délai de quinze jours, l'analyse de l'adéquation entre les moyens disponibles dans les installations et les moyens nécessaires.</p> <p>Le cas échéant, il présente les moyens complémentaires à mettre en oeuvre, ainsi qu'un échéancier de réalisation. Des mesures conservatoires sont définies et mises en oeuvre jusqu'à réalisation des éventuelles mesures nécessaires. Elles sont formalisées dans des procédures et tenues à disposition de l'inspection des installations classées</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir avancé sur le sujet car il ne dispose plus des moyens nécessaires pour financer la réalisation de la prestation par un bureau d'études.</p> <p>Au cours du contrôle, il a été rappelé que l'échéance de la prescription est le 27 février (arrêté notifié le 12 février).</p> <p>A la date du 04 mars, les éléments n'ont pas été communiqués à l'Inspection.</p> <p>Dans ces conditions, il est proposé de consigner le montant nécessaires à la réalisation de l'évaluation.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il appartient à l'exploitant de se conformer à la prescription dans les meilleurs délais et de communiquer les justificatifs à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours